

Nourrir l'Avenir

Bulletin de SAFE

Octobre 2015



Un mot de la Présidente de SAFE

SAFE est un programme de renforcement des capacités couronné de succès, conçu pour motiver les vulgarisateurs en milieu de carrière en leur donnant les moyens d'obtenir des qualifications par le biais de formations diplômantes dispensées dans un réseau d'universités et de collèges d'Afrique ayant souscrit au programme.

Les vulgarisateurs font avancer leur carrière, les universités et collèges africains tirent parti du programme grâce à des cycles d'études partagés et ciblés sur une industrie – l'agriculture – qui revêt une importance primordiale pour les économies africaines. Et la vulgarisation – négligée pendant tant d'années – dispose désormais d'un vivier dynamique de vulgarisateurs qualifiés. Tout le monde y gagne – et surtout le petit exploitant africain qui doit compter sur les conseils et le soutien dont il ou elle a besoin de la part des services de vulgarisation.

Il y a deux ans, nous avons célébré le 20^e anniversaire de SAFE au Ghana et ce que le programme avait d'ores et déjà accompli me remplissait d'admiration. Ayant récemment assisté à un atelier régional sur le travail en réseau de SAFE en Afrique de l'Est à Kampala, je suis encore plus impressionnée par les progrès accomplis et les résultats obtenus – comme le montrera ce bulletin.

Aujourd'hui, SAFE doit beaucoup à la vision d'un certain nombre de personnalités clés qui ont marqué ses débuts, notamment Yohei Sasakawa, Norman Borlaug, Chris Dowsell, Samuel Kwasi Adjepong à l'Université de Cape Coast et l'équipe de Winrock International aux États-Unis, dont l'étroite relation de travail avec SAFE a été précieuse et indissociable de son succès.

Le monde de la vulgarisation évolue – passant d'un monopole d'institutions du secteur public à des sociétés du secteur privé et des partenariats public-privé ; de ce fait, toujours plus d'opportunités s'ouvrent désormais aux diplômés de SAFE. Si vous êtes intéressé, n'hésitez pas à nous contacter pour une éventuelle collaboration.

Les petits exploitants africains avec lesquels nous travaillons – et tout particulièrement les agricultrices – ont besoin de services de vulgarisation efficaces.

Nous savons que notre programme est entre de bonnes mains avec Deola Naibakelao et son équipe. Nous nous réjouissons de voir SAFE grandir et se développer.

Prof. Hon. Ruth K. Oniang'o
Présidente

Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA),
Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE)

Fondateurs de la SAA :
Ryoichi Sasakawa,
Norman E. Borlaug,
Président Jimmy Carter

L'autofinancement : la clé de l'expansion du programme SAFE

Depuis le 20^e anniversaire du Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE), célébré en novembre 2013 à Accra, au Ghana et à l'Université de Cape Coast (UCC) où SAFE a été fondé, le programme a connu un nouvel essor.

Dans neuf universités africaines, 21 instituts d'enseignement supérieur ont désormais embrassé le cursus SAFE, au lieu de 19 en 2013 – tandis que le nombre de diplômés passait de 3 183 en 2013 à 4 242 en septembre de cette année (voir le tableau). 1 268 autres candidats participent actuellement au programme, ce qui porte le total à 5 540 contre 4 428 en 2013.

Au Mali, l'Université de Ségou a admis son premier groupe de 25 étudiants. Au Nigéria, l'Université Usman Dan Fodio a inauguré son programme de vulgarisation en milieu de carrière. Ce nouveau programme au Nigéria est entièrement financé par le ministère fédéral de l'Agriculture et du Développement rural (FMARD). Cela porte à deux le nombre d'universités soutenues par les autorités centrales ou par l'administration d'un État fédéré.

En Éthiopie, les universités de Jima et de Wollo ont démarré leur programme.

« Le point le plus important, c'est que ces universités s'autofinancent, » explique le Directeur général de SAFE, Deola Naibakelao. « Le rôle de SAFE a été d'épauler



Hawa Mohhamed, étudiante en milieu de carrière à l'Université de Bahir Dar, en Éthiopie, expose son SEP à des agriculteurs et à ses superviseurs

l'élaboration du cursus et d'apporter un appui technique. C'est là un enseignement primordial dont devraient tenir compte les autres universités ou collèges qui souhaitent s'engager dans le programme SAFE.

« Jusqu'à présent, toutes ces années, nous avons compté sur la générosité de la Nippon Foundation pour financer nos activités, précise Deola Naibakelao, mais, avec la prise de conscience toujours plus aiguë du mérite du programme SAFE pour motiver les vulgarisateurs en milieu de carrière, il n'y a pas de limites à notre croissance – et à ce que nous pouvons faire pour l'agriculture africaine. »

paysannes par le biais de formations et il a préconisé de mettre en place des mécanismes adéquats pour contrôler et administrer le remboursement du fonds tournant.

Entre-temps, l'Atelier régional de travail en réseau SAFE pour l'Afrique de l'Est s'est réuni sur deux jours autour du thème : « Les Stages supervisés en entreprise (SEP) : une occasion d'actualiser le concept de chaîne de valeurs dans le programme de licence (BSc) pour les vulgarisateurs en milieu de carrière ». Une soixantaine de participants ont assisté à l'atelier lors duquel des expériences ont été échangées à propos de l'orientation de la chaîne de valeurs sur la fourniture de services de vulgarisation. Dans quelle mesure faut-il développer et faire avancer ce concept ?

La réunion a reconnu que la fourniture de services de vulgarisation restait axée sur la production – tout comme la formation, la spécialisation et l'établissement du personnel, avec toutefois un certain accent sur les coopératives. Elle a aussi identifié de nombreux mouvements de personnel au niveau des agents de développement (AD) comme un autre problème, reconnaissant que les programmes ne répondaient pas au besoin sur le terrain. Comme moyen possible de remettre le cap sur la chaîne de valeurs, la réunion a suggéré d'organiser des cours de mise à niveau ou des mini-stages.

Les présentations et les discussions ont mis en exergue les complexités de l'approche chaîne de valeurs. L'atelier a souligné le rôle des universités pour rencontrer les dirigeants politiques afin de faire pression sur eux pour qu'ils influencent les politiques générales et mettent en avant la vulgarisation.

Parler de l'actualité – au niveau interne et à l'échelle régionale

En juillet, SAFE a organisé la retraite annuelle de son personnel à Kampala, en Ouganda, suivie de l'Atelier régional de travail en réseau SAFE pour l'Afrique de l'Est les 27 et 28 du mois. Les deux rencontres ont été une occasion de se pencher sur une gamme de questions qui touchent le programme SAFE et ses partenaires – les universités et les collèges participants.

Les points de l'ordre du jour, les présentations et discussions lors de la retraite se sont principalement axés sur les inscriptions, les diplômés, les Stages supervisés en entreprise (SEP), l'élaboration d'un cursus, les anciens élèves, l'expansion du programme, le partenariat avec les pouvoirs publics et d'autres enjeux clés.

Le séminaire a aussi émis des suggestions, du point de vue du programme SAFE, concernant la Conférence internationale de Tokyo en 2016 sur le développement africain (TICAD) qui se tiendra à Nairobi, au Kenya. Le prochain Prix mondial de l'alimentation à Des Moines, dans l'Iowa aux États-Unis, en novembre, et la manifestation de la SAA/SAFE en marge de cet événement ont été un autre sujet d'actualité. Il existe un lien particulièrement tenace entre la Sasakawa et le Prix mondial de l'alimentation, puisque celui-ci a été créé par Norman Borlaug.

La réunion s'est aussi penchée sur la suggestion du Conseil d'administration de SAFE concernant l'établissement de plateformes pour les programmes SAFE dans différentes régions de façon à accroître leur profil et leur visibilité. Le séminaire a recommandé d'accorder plus d'importance aux activités de renforcement des capacités des organisations

COMMENTAIRE

Des efforts titanesques ont été déployés au cours des quatre dernières années par nos universités et collèges partenaires pour faire entrer le concept de chaîne de valeurs dans leurs programmes. Cette tendance a été motivée et encouragée par deux problèmes délicats auxquels se heurtent les petits exploitants africains : la compétitivité mondiale et l'utilisation efficace de l'approche chaîne de valeurs dans l'agriculture.

Il est essentiel de considérer l'agriculture comme un secteur compétitif qui opère dans un marché mondial où la concurrence est féroce. Aujourd'hui, une agriculture tournée vers le marché nous enseigne que les exigences des consommateurs doivent être notre préoccupation première avant même de nous lancer dans la production agricole. Il est donc impératif de produire des vulgarisateurs talentueux qui sachent aider les agriculteurs avec efficacité et brio tout au long de la chaîne de valeurs agricole.

Nous faisons nôtre le concept de « pôles d'entreprises » comme un outil de nos interventions qui s'adresse aussi bien aux étudiants qu'aux communautés agricoles. Les étudiants sont impliqués dans la gestion de ces pôles afin de se familiariser avec les pratiques commerciales essentielles requises pour monter une entreprise agricole rentable. Le pôle d'entreprises s'appuie sur les valeurs intrinsèques de SAFE : tout d'abord, l'apprentissage par l'action, deuxièmement la chaîne de valeurs proprement dite et, troisièmement, l'optimisation des compétences entrepreneuriales.

Plusieurs universités envisagent désormais d'autres modes d'enseignement pour élargir l'accès aux programmes. Parmi ceux-ci figurent l'enseignement à distance, les stages professionnels d'été à temps partiel, les formations en alternance et l'apprentissage en ligne.

SAFE a mis au point un modèle de formation qui a reçu l'aval de toutes les parties prenantes comme moyen efficace de s'attaquer au problème de mise à niveau des connaissances et compétences professionnelles des vulgarisateurs agricoles et de développement rural en milieu de carrière. Il est urgent de mobiliser des ressources locales pour déployer plus largement ce modèle.

Ainsi, les programmes des universités et collèges partenaires ont été examinés et révisés dans l'objectif bien précis d'y introduire le concept de chaîne de valeurs.

Ce concept est bien accepté par les universités qui s'efforcent désormais de l'inclure dans leur enseignement. Les cours sur la chaîne de valeurs sont enseignés conjointement par une équipe de maîtres de conférences issus de différents départements. Nos efforts actuels visent à consolider l'approche chaîne de valeurs dans nos programmes. Compte tenu du fait que tous les maîtres de conférences ne maîtrisent pas bien la chaîne de valeurs et son application, nous consacrons plus d'efforts à l'organisation de séminaires et d'ateliers de formation à leur intention.

Il est également nécessaire de développer des programmes spécialisés pour le cycle de licence (BSc) afin de répondre à la demande propre au contexte des différents pays. Ainsi, le programme actuel pour les agents en milieu de carrière en Éthiopie manque de substance sur les questions pastorales. Pour rectifier cette situation, nous avons engagé deux universités dans deux régions pastorales – l'Université de Jijiga dans la région de Somali et l'Université de Semera dans la région d'Arifan – pour mettre au point un programme axé sur le pastoralisme. Le cursus a été développé, revu et approuvé au cours d'un atelier de validation du cursus, impliquant des représentants de deux collectivités régionales, le ministère fédéral de l'Agriculture et les deux établissements universitaires. Le nouveau programme spécialisé sera lancé durant l'année académique à venir. Un résultat supplémentaire de ce processus est une plus grande sensibilisation, au niveau fédéral, à l'inadéquation des programmes actuels des formations diplômantes dans les collèges qui sont gérés par le ministère de l'Agriculture. Le ministère a indiqué qu'il serait aussi intéressé par la révision des programmes des formations diplômantes des collèges dans les zones pastorales.

Tout cela fait partie des nombreux nouveaux défis auxquels nous sommes confrontés et que nous nous efforçons de surmonter.

Deola Naibakele
Directeur général, SAFE



Parité hommes-femmes et besoins en ressources

L'un des principaux problèmes auxquels est confrontée l'initiative SAFE réside dans le faible niveau de participation des femmes aux différents programmes. La cause première de ce constat se trouve dans l'éducation primaire et secondaire où l'agriculture n'est pas une matière enseignée. Par ailleurs, les filles ne sont pas encouragées à choisir des études agricoles au niveau universitaire. De ce fait, le nombre de femmes qui s'inscrivent au programme est très faible. Compte tenu du rôle important que jouent les femmes dans l'agriculture africaine, il est impératif d'avoir une masse critique de vulgarisatrices afin de mieux répondre à leurs besoins, avec efficacité – et sensibilité.

Le deuxième grand problème réside dans le manque de ressources adéquates pour mettre en œuvre les programmes. Cela est dû au fait que les dotations budgétaires des pouvoirs publics à l'éducation tertiaire sont beaucoup trop faibles. Dans de nombreux cas, les universités et les collèges doivent batailler ferme pour s'acquitter de leurs fonctions. Tant que les pouvoirs publics ne donneront pas la priorité à ce secteur, les universités et les collèges continueront d'être à la peine.



La première cohorte de diplômés de l'Université d'Illorin au Nigéria : ils ont décroché leur diplôme en septembre 2014

Le rôle des associations d'anciens élèves

Les associations d'anciens élèves de SAFE ont été créées pour regrouper les diplômés en milieu de carrière sous un même toit pour le partage d'expériences, afin qu'ils puissent ainsi contribuer à l'amélioration des services de vulgarisation agricole dans leur propre pays et, par conséquent, au développement de l'agriculture au niveau national. En bref, cela permet aux étudiants de rester en contact entre eux bien sûr mais aussi avec le programme à mesure qu'il se développe.

Les associations d'anciens élèves ont donc permis de renforcer et de faciliter le travail en réseau entre diplômés de SAFE tout en forgeant des liens avec d'autres institutions sœurs dans le domaine de l'enseignement agricole. Elles ont promu le bien-être des agriculteurs dans leurs pays respectifs en établissant des voies de communications entre universités participantes, professionnels de la vulgarisation agricole, chercheurs, personnel universitaire, et décideurs.

SAFE procure des fonds aux membres des associations pour participer à divers ateliers nationaux et internationaux de professionnels et de mise en réseau de manière à ce que les membres puissent mettre à niveau leurs qualifications professionnelles. Par ailleurs, avec le concours financier de SAFE, toutes les associations d'anciens élèves organisent un congrès annuel pour débattre de questions agricoles d'actualité et elles produisent un bulletin annuel.

La première association d'anciens élèves de SAFE a vu le jour en 2002 au Ghana. Actuellement, nous comptons 16 associations d'anciens élèves dans neuf pays souscrivant au programme. Les associations d'anciens élèves ont contribué à superviser les SEP des étudiants en licence, ce qui a facilité leur déroulement pour les enseignants comme pour les étudiants. En outre, les associations contribuent à la collecte d'informations permettant de suivre le parcours des diplômés dans leurs pays respectifs. Les universités ont accueilli des associations d'anciens élèves en leur attribuant des bureaux sur leur campus. Par ailleurs, les associations d'anciens élèves travaillent en étroite collaboration avec le département de vulgarisation agricole des ministères de l'Agriculture de leur pays d'origine.

SAFE continuera de fournir un soutien technique et financier pour renforcer les associations d'anciens élèves. Ainsi, trois nouvelles associations d'anciens élèves verront le jour en 2016 : deux en Éthiopie (Wollo et Jimma) et une au Nigéria (Adamawa). Elles auront un comité fédérateur au niveau national pour coordonner les questions d'intérêt commun à toutes les associations.

Les associations d'anciens élèves ont prévu d'accroître le revenu tiré du droit d'adhésion de manière à couvrir les frais de bureau tout en actualisant la base de données des diplômés de milieu de carrière. Elles ont accepté de participer à l'élaboration des programmes et apportent des contributions aux activités touchant à la vulgarisation, telles que les ateliers nationaux. Outre leur participation active au développement des programmes, elles passeront en revue d'autres secteurs où la vulgarisation pourrait être renforcée au sein de leurs universités respectives. Les associations d'anciens élèves de SAFE sont vraiment des contributeurs importants au développement agricole.

Célébrations de SAFE

SAFE a joué un rôle crucial dans les célébrations qui ont commémoré le centenaire de la naissance de Norman Borlaug, en Ouganda en juillet 2014. Parmi les manifestations figurait un symposium de deux jours à Jinja, pour coïncider avec la Foire nationale annuelle agricole et commerciale. Mais, avant cet événement, SAFE a facilité l'organisation d'un symposium à l'Université de Makerere à Kampala.

Intitulé « La pertinence des universités pour la sécurité alimentaire nationale et la transformation agricole », le thème fédérateur, en l'honneur de Norman Borlaug, était de « donner leur chance aux agriculteurs », ses derniers mots avant de mourir en 2009.

Dans son discours liminaire, le Professeur associé Paul Kibwika, Chef du Services des études en innovation et vulgarisation – qui a joué un rôle décisif dans l'organisation du symposium – a décrit SAFE comme un « solide partenaire de Makerere dans le domaine de la formation en vulgarisation des agents en milieu de carrière ». La principale question était de savoir « comment les universités peuvent s'impliquer davantage dans la transformation de l'agriculture familiale en Ouganda. Quelle est la meilleure façon de transmettre nos précieuses connaissances et nos innovations aux agriculteurs ? » C'est là l'essence même de l'approche de SAFE/Makerere, a-t-il précisé.

La photo montre le Prof. George Mondo Kagonyera, chancelier de Makerere, qui souhaite la bienvenue au symposium à l'ancien Président du Bénin et membre du conseil d'administration de SAFE/SAA, Nicéphore Soglo – avec la Commissaire de l'Économie rurale et de l'Agriculture auprès de l'Union africaine, Tumusiime Rhoda Peace.

Dans un discours officiel à l'intention du symposium, le chancelier Kaygonyera a exprimé son appréciation du partenariat de SAFE avec l'Université de Makerere, « non seulement pour renforcer la formation agricole mais aussi pour disséminer les connaissances agricoles auprès des petits exploitants de l'Ouganda. Grâce à ce soutien de SAFE, Makerere a formé plus de 700 vulgarisateurs, dont certains occupent des postes à responsabilités au sein de ministères et d'ONG ».

Le chancelier a « noté avec satisfaction que les femmes représentent 32 % de ces élèves mais [il a] plaidé pour une plus grande inclusion afin d'arriver à la parité hommes-femmes ». Par ailleurs, il a ajouté « SAFE soutient le programme d'enseignement à distance à l'intention des vulgarisateurs auquel plus de 200 étudiants sont actuellement inscrits ».

Statistiques concernant les étudiants inscrits au programme SAFE au mois de septembre 2015

Cursus de licence ou de diplômes en milieu de carrière	Diplômés	Inscrits	Total
Université de Cape Coast, Ghana (Licence)	505	45	550
Collège agricole Kawadaso, Ghana (Diplôme)	561	24	585
Haramaya, Éthiopie (Licence)	507	82	589
Hawassa, Éthiopie (Licence)	205	26	231
Makerere, Ouganda (Licence)	371	119	490
Sokoine, Tanzanie (Licence)	896	119	1 015
IPR/IFRA, Mali (Maîtrise)	189	101	290
Centre Samanko, Mali (Diplôme)	172	88	260
Ahmadu Bello, Nigéria (Licence)	150	39	189
Université Bayero, Nigéria (Licence)	129	65	194
Abomey-Calavi, Bénin (Licence)	138	59	197
Bobo-Dioulasso, Burkina Faso (Licence)	84	49	133
Université de Lilongwe, Malawi (Licence)	75	73	148
Université de Bahir Dar, Éthiopie (Licence)	63	63	126
Université de l'État d'Adamawa, Nigéria (Licence)	-	79	79
Université d'Illorin, Nigéria (Licence)	11	31	42
Université de Mekele, Éthiopie (Licence)	79	50	129
Université de Wollo, Éthiopie (Licence)	30	63	93
Université de Jimma, Éthiopie (Licence)	-	46	46
Université de Ségou, Mali (Licence)	-	23	23
Université Usmanu Danfodiyo, Nigéria (Licence)	-	17	17
Total partiel	4 165	1 261	5 426
BOURSES D'ÉTUDES	Diplômés	Inscrits	Total
Diplôme	6	-	6
Licence	33	-	33
Maîtrise	60	1	61
Doctorat	8	6	14
Total partiel	107	7	114
Total général	4 242	1 268	5 540



« Donner leur chance aux agriculteurs invite l'Université de Makerere, en particulier, et le milieu académique africain en général, à sortir de sa tour d'ivoire pour commencer à réfléchir et à fonctionner hors des sentiers battus ».

NOTRE ÉQUIPE

Deola Naibakelao

Deola Naibakelao est un ressortissant tchadien. Ayant obtenu son doctorat en sociologie rurale à l'Université de Lyon en France, il a travaillé comme éducateur dans plusieurs établissements d'enseignement en France et comme assistant de recherche au Japon. Il a rejoint l'Association Sasakawa pour l'Afrique en 1991 comme chargé de programme et est actuellement directeur général de SAFE.



Jeff Mutimba

Jeff Mutimba (Zimbabwe) est le coordonnateur du programme régional SAFE en Afrique de l'Est et australe. Au cours des 19 dernières années, il a aidé 11 universités de l'Éthiopie, du Malawi, de l'Ouganda et de Tanzanie à développer et établir des programmes de vulgarisation. Jeff a enseigné la vulgarisation agricole à l'Université du Zimbabwe avant de rejoindre Winrock en 1996. En 1997, il a obtenu un doctorat en vulgarisation agricole à l'Université du Zimbabwe.



Mercy Akeredolu

Mercy Akeredolu (Nigéria) est la coordonnatrice régionale de SAFE en Afrique de l'Ouest ; elle a rejoint l'équipe en 2003. Entre 1995 et 1998, elle a travaillé comme socio-économiste pour le Programme de l'Union européenne en Afrique de l'Ouest et a mené de nombreuses études sur les politiques de vulgarisation agricole, le genre et les organisations paysannes. Elle a obtenu un doctorat en vulgarisation agricole à l'Université d'Ibadan, au Nigéria en 1991.



Assa Kante

Assa Kante est malienne et elle a rejoint SAFE en 2011 en qualité de coordonnatrice pour le Mali. En 1997 et 1998, Assa a travaillé pour Chemonics International sur le développement de l'entrepreneuriat. Entre 1982 et 1994, elle a travaillé comme chercheuse, responsable de formation et maître de conférences à l'Institut d'économie rurale (IER) et l'Institut polytechnique rural de Katibougou au Mali. Assa a obtenu son doctorat en enseignement agricole à l'Université d'État de l'Oklahoma en 2010.



Tesfaye Worku

Tesfaye Worku (Éthiopie) a rejoint SAFE en 2006 comme chargé de programme. Entre 2000 et 2004, Tesfaye a travaillé avec le Christian Children's Fund (CCF-USA) comme coordonnateur de projet. En 2006, il a obtenu une maîtrise en développement rural et vulgarisation agricole à l'Université de Haramaya, en Éthiopie.





Un étudiant en milieu de carrière à l'Université de Cape Coast, au Ghana, inspecte et prépare des semences de plants de cacao hybrides en pépinière pour les distribuer à des agriculteurs dans le cadre de son SEP

SEP - combler le fossé entre la théorie et la pratique

L'un des aspects novateurs du programme de licence en vulgarisation agricole pour les agents en milieu de carrière est un module dans lequel les étudiants planifient et réalisent des projets indépendants sur le terrain baptisés Stages supervisés en entreprise (SEP).

Le principal objectif des SEP est de combler le fossé entre la théorie et la pratique. De cette façon, les SEP sont conçus pour plonger les étudiants dans de précieuses activités d'apprentissage fondées sur l'expérience et axées sur les agriculteurs, afin de réduire l'écart entre la formation et les tâches que les vulgarisateurs seront amenés à réaliser dans le cadre de leur environnement de travail, en évitant ainsi le piège traditionnel qui consiste à rendre la formation trop théorique. L'essence des SEP est de développer l'aptitude des étudiants à identifier les problèmes et à explorer des moyens pratiques de les résoudre.

L'importance des SEP dans les programmes de formation SAFE est reconnue par toutes les parties prenantes, y compris les participants primaires qui ne sont autres que les communautés agricoles. Les SEP sont le point névralgique de ces programmes. Malheureusement, pendant bien des années, les SEP se sont principalement concentrés sur la production agricole aux dépens de la chaîne de valeurs agricole. De fait, la production était au cœur de la politique agricole de nombre de pays. Or, cette situation évolue très rapidement et l'on se concentre désormais sur des questions telles que la manutention post-récolte, l'agroalimentaire, la sécurité alimentaire et la commercialisation. Le temps est donc venu d'axer les SEP sur ces questions au sein des communautés agricoles. Ceci devrait enfin permettre de faire du concept de chaîne de valeurs une réalité sur le terrain.

Les SEP sont organisés en deux phases. Au cours de la première phase, qui a lieu à la fin de la première année d'étude, chaque étudiant revient à sa zone d'intervention afin de mener une évaluation des besoins des agriculteurs en services de vulgarisation ; de là, chaque étudiant élabore une proposition de projet de vulgarisation pour tenter de répondre à ces besoins. Ceci s'effectue avec l'aide des agriculteurs, des employeurs et des enseignants (superviseurs de stage). La seconde phase se déroule à la fin des trois semestres d'étude sur le campus. Durant la seconde phase, les étudiants retournent dans leur zone d'intervention respective pour mettre en œuvre leurs projets, de manière indépendante, sur une période de six à neuf mois.

En général, on estime que les SEP ont contribué à l'optimisation des capacités de recherches autochtones. On estime aussi que les rapports des SEP hors campus sont de précieuses sources d'information pour les organisations nationales et internationales impliquées dans le développement agricole.

Les SEP sont une contribution clé au programme SAFE.

Renforcement des organisations paysannes

Depuis 2013, SAFE a mis en œuvre un projet de renforcement des capacités des organisations paysannes en Éthiopie, au Mali, au Nigéria et en Ouganda. Ce projet vise à créer des organisations paysannes solides, rentables et durables en élargissant les avantages économiques dont bénéficient les agriculteurs tout au long de la chaîne de valeurs. Ce projet donne à présent des signes d'un impact positif sur les performances des groupes paysans. Ces derniers ont reçu une formation ciblée pour leur permettre d'améliorer la robustesse et les compétences de leurs organisations. Ces stages de formation ont été dispensés sous la forme de cours de formation de brève durée, d'accompagnement sur le site et de visites de découverte.



Agriculteur handicapé physique : organisation paysanne du Nigéria

Jusqu'ici, 49 manuels de formation ont été mis au point dans des domaines de connaissances et de compétences touchant au commerce, à l'entrepreneuriat, à la création et la gestion d'associations ainsi qu'à la gestion financière propre aux entreprises. Près de 49 000 membres d'organisations paysannes ont maintenant bénéficié d'une formation dans ces domaines. En Ouganda, par exemple, il a suffi d'une « visite d'apprentissage par l'observation » par une organisation paysanne chez un agriculteur progressiste d'un autre district pour redynamiser les membres de l'organisation afin qu'ils diversifient leurs activités génératrices de revenu au-delà du manioc puisque ce dernier est seulement saisonnier. Suite à la visite, ces membres se sont lancés dans et l'élevage porcin.

Grâce au projet, les agriculteurs ont des sources de revenu tout au long de l'année. Plus les membres tirent des avantages de leur appartenance à une organisation paysanne, plus ils veulent en rester membres.

À l'issue de la formation, les économies réalisées par les associations paysannes dans les quatre pays ont augmenté. Les groupes ont aussi été en mesure d'accorder un crédit à leurs membres – et de les encourager à investir les fonds empruntés à des fins de développement. Non seulement cela encourage les membres à épargner pour le développement, mais les pressions sociales encouragent aussi les membres à travailler dur pour réunir l'argent à économiser pour le groupe à intervalles réguliers.

Mise en relation des agriculteurs avec les marchés

En Éthiopie, plusieurs coopératives ont opté pour cette orientation, en englobant des cultures telles que le maïs, le blé et le teff durant la saison des pluies et des cultures de légumes par irrigation durant la saison sèche, notamment celles à forte valeur ajoutée telles que les oignons de semis.

Le projet a joué un rôle décisif en rapprochant les agriculteurs des marchés et en aidant les groupes à négocier des contrats. Ce rôle a été primordial car les débouchés de la plupart des produits agricoles sont informels. Plus de 25 plateformes pluripartites de chaîne de valeurs (MVCP) ont vu le jour dans quatre pays. Une MVCP est une tribune au sein de laquelle tous les acteurs d'une chaîne de valeurs précise (fournisseurs d'intrants, producteurs, prestataires de services, grossistes, transporteurs et consommateurs) se réunissent pour identifier les problèmes le long de la chaîne de valeurs et tenter de trouver des solutions.

Le projet aide aussi les groupes de paysans souffrant d'un handicap. Environ 300 agriculteurs handicapés physiques au Nigéria ont été divisés en deux groupes et ont reçu une formation en dynamique de groupe et en gestion d'entreprise. Un soutien technique leur est fourni sur leur parcelle de production.

Le projet a introduit un élément de concurrence entre ces groupes. Cela les encourage à toujours mieux faire à mesure qu'ils tentent de gagner plus de reconnaissance – et grâce à cela, les normes qualitatives s'améliorent. Jusqu'ici, le projet a décerné des récompenses aux 27 organisations paysannes les plus performantes.

Addis Abeba Gurd Sholla, Daminarof Building, 4th Floor, Bole Sub-City, Kebele 13, P.O. Box 24135, Code 1000 Addis Abeba, Éthiopie
Dr Deola Naibakelao, Directeur général, SAFE n.deola@saa-safe.org

Tokyo Masaaki Miyamoto, Directeur exécutif, SAFE,
Sasakawa Peace Foundation Building, 5th Floor, 1-15-16 Toranomon, Minato-ku, Tokyo, Japon 105-0001
t: +81-(0)3-6257-1870 f: +81-(0)3-6257-1874 miyamoto@saa-safe.org

Pour obtenir un complément d'information, veuillez contacter : Raitt Orr and Associates, CAN Mezzanine, 32-36 Loman Street, London, SE1 0EH, Royaume-Uni
t: +44(0) 20 7922 7714 patrick@raittorr.co.uk